



Conseil économique et social

Provisoire

20 février 2004
Français
Original: anglais

Session de fond de 2004

Compte rendu analytique provisoire de la 3^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 5 février 2004, à 10 heures

Président : M^{me} Rasi (Finlande)

Sommaire

Exposé sur la publication *La situation économique et sociale dans le monde 2004*

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

04-23042 (F)



La séance est ouverte à 10 h 15.

Exposé sur la publication *La situation économique et sociale dans le monde 2004*

1. **M. Ocampo** (secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) présente la publication *La situation économique et sociale dans le monde 2004*, qui va être rendue publique à la mi-février. Le rapport a été rédigé de concert par le Département des affaires économiques et sociales et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); à compter de 2005, les commissions régionales des Nations Unies vont toutes, aussi, avoir un rôle important à jouer dans sa préparation. Le rapport est d'accord avec un grand nombre d'analystes sur les perspectives d'une large reprise économique mondiale : il prédit que la croissance de l'économie mondiale devrait passer de 2,5 % en 2003 à 3,5 % en 2004. Si la reprise se fait clairement sous l'impulsion des États-Unis d'Amérique, l'économie de la Chine est aussi devenue un moteur important de la croissance économique aux niveaux régional et international. L'économie de la Chine croît très rapidement depuis 25 ans, mais sa capacité à servir de moteur à la croissance n'est que graduellement devenue apparente. L'accroissement des exportations vers la Chine est pour une bonne part à la source de l'actuelle reprise du Japon et constitue une composante essentielle de la croissance des autres pays d'Asie.

2. La reprise devrait toucher toutes les parties du monde; cependant, l'économie de certains des pays industrialisés, notamment les États-Unis, le Japon et l'Europe, a du retard et l'économie de la Communauté des États indépendants et des pays de l'Europe de l'Est, qui avait déjà, en 2003, progressé assez rapidement, va en fait ralentir en 2004. La croissance de la totalité du monde en développement devrait s'accélérer, notamment dans des régions qui ont ces dernières années éprouvé des difficultés. L'accélération de la croissance a été significative même en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui ont en 2000 eu le taux de croissance le plus faible dans les pays en développement et où le taux va aussi être le plus faible en 2004 : ils sont passés d'une croissance négative en 2002 à une croissance positive en 2003 et à une croissance relativement rapide, selon les normes propres à l'Amérique latine, en 2004. Dans ce contexte, il attire l'attention sur le fait que l'emploi n'a

pas progressé autant que le produit intérieur brut et reste un grave problème. Alors que, dans la dernière moitié des années 1990 et avant la récession de 2001-2002, des secteurs clefs de l'activité économique privée ont aux États-Unis et dans une moindre mesure en Europe entraîné la croissance économique, la reprise s'appuie maintenant surtout sur des orientations financières et monétaires très expansionnistes aux États-Unis, au Japon et, dans une certaine mesure, en Europe de l'Ouest. Bien qu'il soit nécessaire de réagir à cette tendance, une inversion abrupte de ces orientations expansionnistes pourrait avoir un effet néfaste.

3. Il fait également une mise en garde concernant les déséquilibres internationaux croissants, en particulier le déficit commercial élevé des États-Unis, conjugué à un très grand déficit financier, et laisse entendre que les États-Unis pourraient éprouver des difficultés financières. Cette situation a entraîné un rajustement majeur du taux de change, qui devrait selon la Federal Reserve Bank des États-Unis être au mieux partiellement efficace et peut-être seulement à peine efficace. Il pourrait même avoir l'effet contraire, car la dépréciation du dollar américain a un effet monétaire négatif sur le reste du monde. Seules une croissance économique plus équilibrée dans l'ensemble du monde et une croissance plus rapide dans le monde industrialisé, en particulier en Europe et au Japon, sont à la limite susceptibles de corriger les déséquilibres internationaux. En revanche, l'avenir du déficit financier des États-Unis dépend des décisions de principe prises par le Congrès et le gouvernement de ce pays.

4. Le chapitre II du rapport, qui traite des finances et du commerce internationaux, indique que malgré une croissance plus rapide du commerce international – qui devrait selon les prévisions atteindre un taux annuel de 7,5 % et qui a progressé deux fois plus vite que le produit intérieur brut mondial – la croissance du commerce mondial est encore plus lente qu'elle ne l'était dans les années 1990. Cette situation est attribuable à un certain nombre de facteurs, notamment l'incertitude qui entoure les négociations de Doha sur le commerce multilatéral menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce et la prolifération des ententes régionales et sous-régionales, qui affaiblissent le caractère multilatéral du commerce international en minant son principe le plus élémentaire – celui de la clause de la nation la plus favorisée.

5. Le domaine de la finance a à plusieurs égards évolué de façon positive en 2003 et au début de 2004. Les flux financiers ont commencé à retourner aux pays en développement et le risque perçu a diminué de façon importante; de fait, il faut remonter avant les crises asiatique et russe pour trouver dans les nouveaux marchés des primes de risque aussi basses. Les transferts de ressources nets des pays en développement restent cependant négatifs, à cause du service de la dette; les sorties de capitaux continuent à dépasser les entrées nettes, qui proviennent principalement des investissements étrangers directs. L'aide publique au développement commence lentement à remonter depuis le très bas niveau qu'elle avait atteint, mais les quelque 16 milliards de dollars promis à l'occasion de la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey ne représentent que le tiers des ressources qui seront nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le domaine de la réforme financière, la mise sur pied d'un cadre de la dette multilatérale par le Fonds monétaire international (FMI) a échoué et le monde se retrouve donc dans ce domaine nettement démuné.

6. **La Présidente** demande au Secrétaire général adjoint de parler de ses attentes à l'égard de la réunion prochaine du Groupe des Huit en fonction des préoccupations exprimées en Europe concernant la dépréciation du dollar américain.

7. **M. Ocampo** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) déclare que le taux de change passe après deux autres questions majeures auxquelles les pays industrialisés font face, à savoir la manière dont ils peuvent équilibrer la croissance entre eux et parvenir à une croissance économique plus rapide en Europe de l'Ouest et au Japon et, en second lieu, la manière dont ils peuvent éliminer progressivement les orientations expansionnistes une fois la reprise amorcée. Une coordination très efficace sera nécessaire pour réduire graduellement, mais pas trop rapidement, les orientations expansionnistes des États-Unis, de l'Europe de l'Ouest et du Japon afin de corriger les déséquilibres financiers et commerciaux à long terme sans nuire à la reprise économique mondiale.

8. **M. Bernal** (Colombie) demande si, en 2004, les conditions économiques de développement sont censées s'améliorer ou se détériorer.

9. **M. Neil** (Jamaïque) note que la croissance prévue du commerce international, qui est 7,5 %, est attribuable à la demande des pays en développement touchant les importations, ce qui suppose une croissance des marchés de ces pays. Il se demande toutefois si l'inverse, c'est-à-dire une demande accrue des produits des pays en développement de la part des pays développés, ne vaudrait pas mieux pour les pays en développement.

10. **M. Al-Babal** (Qatar), qui parle au nom du Groupe des 77 et de la Chine, demande à connaître les opinions concernant la dépréciation du dollar américain exprimées durant le Forum économique mondial tenu récemment à Davos, en Suisse.

11. **M. Essel** (Ghana), demande, à propos du résumé directif du rapport, qui décrit les reculs associés à la guerre en Iraq et à la flambée du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), si la flambée de grippe aviaire en Asie du Sud-Est et l'abattage de grandes quantités de volaille auront un effet sur la reprise économique mondiale.

12. **M. Ocampo** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) répond au représentant de la Colombie que certains aspects de l'environnement international sont de nature à favoriser le développement, par exemple le redressement des marchés financiers et les primes de risque beaucoup plus basses qui s'appliquent dans deux régions à risque très élevé, soit l'Amérique latine et l'Europe de l'Est. Il reste à voir si le retour des capitaux sera suffisant pour inverser les flux nettement négatifs de ressources. En revanche, l'accélération des échanges a eu un effet positif sur le prix des produits de base autres que le pétrole qui sont si cruciaux pour les pays en développement (bien que le prix des produits soit resté nettement inférieur au prix antérieur à la crise asiatique). Comme le prix de la plupart des produits est fixé en dollars américains, la dépréciation du dollar l'a fait monter; toutefois, lorsqu'on le calcule en devises internationales, par exemple les droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international, ces prix sont encore relativement stables. La reprise économique mondiale a également permis une amélioration du prix des produits de base. Toutefois, dans les régions les moins avancées du monde, le taux de croissance a été insuffisant pour que les principaux objectifs du Millénaire pour le développement soient atteints. Même si, en Afrique, la croissance devrait en 2004 grimper à 4,25 %, on estime

qu'une croissance annuelle d'au moins 6 % est nécessaire en Afrique pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

13. Il dit en réponse au représentant de la Jamaïque que la Chine est un exemple de la manière dont la demande touchant les importations dans un pays peut stimuler la croissance économique dans d'autres parties du monde. Plus de 50 % des exportations de la République de Corée et 11 % des exportations du Japon sont destinées à la Chine. Les exportations des États-Unis destinées à la Chine augmentent aussi rapidement, tout comme celles des pays en développement qui sont à l'extérieur de la région immédiate de l'Asie. Il est vrai qu'une demande touchant les importations qui n'est pas complétée par des exportations peut accroître le déficit commercial, mais cela ne s'est pas encore produit dans le cas de la Chine.

14. Il dit en réponse au représentant du Qatar qu'il n'a pas d'information sur ce qui s'est dit au Forum de Davos, puisqu'il n'y était pas, mais que de toute manière, ainsi qu'il l'a déjà indiqué, les fluctuations du taux de change vont jouer un très petit rôle dans la réduction des déséquilibres et que la véritable solution réside dans une croissance plus équilibrée entre les grandes économies du monde. Cela peut se faire de deux façons : soit par un ralentissement de l'économie aux États-Unis, ce qui serait mauvais pour le reste du monde, soit par une accélération de la croissance en Europe de l'Ouest et au Japon. Il est clair que cette dernière est la plus souhaitable.

15. Enfin, il dit en réponse au représentant du Ghana que le SRAS a en réalité eu un effet très limité sur l'économie mondiale et que, d'après la presse, la grippe aviaire n'a pas eu de conséquences macroéconomiques graves, même si elle a ébranlé le secteur de l'élevage de la volaille des pays touchés.

16. **M. Aho-Giele** (Bénin) dit que le rapport ne mentionne en apparence pas de façon particulière les pays les plus vulnérables du monde et se demande si le Secrétaire général adjoint pourrait communiquer au Conseil les perspectives économiques qui s'appliquent à eux pour 2004.

17. **M^{me} Liu** (Chine) note que, selon le rapport, les États-Unis sont la force motrice de l'économie des pays en développement et demande au Secrétaire général adjoint d'expliquer comment il croit que le reste du monde devrait composer avec cette situation.

Elle note également que le rapport mentionne souvent l'économie de la Chine et se demande quels sont, de l'avis du Secrétaire général adjoint, les principaux problèmes économiques auxquels la Chine va faire face au cours de la prochaine année.

18. **M^{me} Spirnak** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est heureuse des efforts faits pour intégrer les résultats de la Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement au rapport, car le Consensus de Monterrey est selon ce dernier une nouvelle manière d'examiner les conditions permettant de mobiliser les ressources financières nécessaires à la croissance économique et au développement. Notant que, selon le rapport, l'aide publique au développement devrait d'ici à 2006 croître de 31 % en conséquence du consensus en question, elle dit que les États-Unis ont dernièrement confié à la Millennium Challenge Corporation (Société du défi du millénaire) le mandat de gérer le fonds de l'aide extérieure de son Compte du défi du millénaire, qui devrait en 2004 disposer de 1 milliard de dollars d'argent frais destiné aux pays en développement.

19. **M. Rosenthal** (Guatemala) note que la vision de la situation économique mondiale que le rapport présente au Conseil permet aux membres de situer leur travail, en particulier à la lumière de la rencontre prochaine du Conseil avec les institutions de Bretton Woods. Le fait que les commissions régionales du Conseil vont être associées plus étroitement au prochain rapport est un aspect positif. Toutefois, même s'il faut se réjouir des prévisions de croissance économique et de croissance des échanges mondiaux, l'affirmation du rapport selon laquelle les États-Unis sont la force motrice première de la reprise économique mondiale est préoccupante. Dans le passé, l'expansion économique mondiale a été le résultat d'une expansion de toutes les grandes économies du monde, à savoir le Japon, l'Europe et les États-Unis. Il est donc heureux du fait que, lors de leur plus récente réunion, à Boca Raton, les ministres des finances du Groupe des sept pays les plus industrialisés se sont concentrés sur la façon dont toutes les économies pourraient, ensemble, parvenir à une expansion économique plus rapide et à la stabilité financière.

20. Il note que la croissance économique prévue dans le monde en développement va suivre trois années d'un mauvais rendement. Même si trois ou quatre pays en développement, dont l'Inde et la Chine, ont fortement progressé, le reste du monde en développement — en

particulier en Amérique latine et en Afrique — a connu trois années de stagnation virtuelle. Par conséquent, la croissance prévue en 2004 n'aidera pas à combler l'écart économique conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement.

21. Il accueille favorablement les commentaires de la représentante des États-Unis concernant les engagements de Monterrey. Toutefois, même si on peut s'attendre à une hausse de l'aide au développement, aucun progrès sérieux n'a été accompli du point de vue commercial et il reste beaucoup à faire pour atteindre les objectifs financiers mondiaux.

22. **M^{me} Rosito** (Observateur représentant le Brésil) note que la faiblesse du cadre de réglementation est une des causes de la crise asiatique des années 1990. De plus, des problèmes de gouvernement d'entreprise se sont déjà manifestés depuis le début du nouveau millénaire dans de nombreux pays et il subsiste un manifestement de nombreux problèmes de réglementation. Elle note encore qu'il est selon le rapport essentiel de corriger les déséquilibres attribuables aux orientations financières et monétaires expansionnistes des dernières années. Elle s'interroge donc sur ce qui a été accompli à cet égard et se demande si le Secrétaire général adjoint a prévu les risques auxquels les faiblesses persistantes du cadre de réglementation exposent l'économie mondiale.

23. **M. Neil** (Jamaïque) demande si le Secrétaire général adjoint peut fournir davantage d'information sur les répercussions du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) sur les pays africains.

24. **M. Ocampo** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales), note en réponse à la question posée par le représentant du Bénin que le rapport présente un aperçu historique des niveaux de production et de commerce des pays les moins avancés et que l'Afrique et l'Asie devraient en 2004 afficher une forte croissance économique. Le prochain rapport pourrait toutefois mettre davantage l'accent sur les pays les moins avancés. Il dit en réponse à la question posée par le représentant de la Chine que même si les États-Unis sont la force motrice première de l'économie mondiale, la Chine est elle aussi une force majeure. Comme la contribution de la Chine à l'économie mondiale est évaluée à 15 %, la croissance de cette dernière est manifestement un facteur important. Le monde doit par conséquent veiller à ce

que la croissance de la Chine soit durable. L'un des principaux problèmes de la Chine est le renforcement de son système financier intérieur et il est heureux des mesures positives prises à cet égard par la Chine.

25. Passant aux questions posées par l'observateur représentant le Brésil et par le représentant de l'Irlande, il note que le rapport analyse tous les points inscrits à l'ordre du jour de la conférence de Monterrey, qui vont être un point majeur des rapports à venir. Il est tout comme le représentant du Guatemala d'avis que le mauvais rendement de l'économie occidentale, depuis le début de la présente décennie, a eu des conséquences négatives pour les objectifs du Millénaire pour le développement et que ces derniers devraient en conséquence être plus difficiles à atteindre, surtout en Afrique, où certains indicateurs, en particulier en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, affichent un certain retard. Pour ce qui est du NEPAD, il note qu'une de ses grandes innovations est le fait qu'il s'appuie sur un système d'examen critique par les pairs – d'abord mis en place, un certain nombre d'années plus tôt, par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – et dit espérer que d'autres organisations vont suivre son exemple.

26. **M. Stanislavov** (Fédération de Russie) note que, selon le rapport, les pays en développement ont en 2002 effectué un transfert de ressources financières net de 190 milliards de dollars et qu'on s'attend à un total équivalent en 2003. Il demande si le Secrétaire général adjoint aurait une explication à proposer.

27. **M. Ocampo** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) dit qu'il est de façon générale entendu que les crises économiques asiatique et russe ont été pour les pays en développement un choc financier majeur. La crise asiatique a mis fin aux flux financiers vers ces pays et les primes de risque applicables à la dette des pays en développement ont augmenté après la crise russe. Certains signes indiquent toutefois que la situation s'améliore : les capitaux commencent à affluer de nouveau et les primes de risque ont diminué de façon significative pour revenir au niveau qui existait avant la crise asiatique. La principale source de capitaux neufs destinés aux pays en développement est en raison des flux financiers négatifs l'aide étrangère directe. Cet afflux diminue maintenant, mais il pourrait remonter. La contrepartie du flux de ressources net négatif est l'accumulation de réserves de devises étrangères par les pays d'Asie et en

particulier la Chine. Cette situation reflète la puissance de la Chine, mais elle traduit également le fait que l'économie mondiale a à relever un défi financier majeur : le déficit de la balance commerciale des États-Unis. Un problème majeur auquel l'économie mondiale a pendant bien des années été confrontée est le fait que même lorsque des pays en développement adoptent un taux de change flottant, ils doivent aussi accumuler d'importantes réserves de devises étrangères afin de se protéger contre les risques potentiels de la volatilité de l'économie mondiale. Cette mesure exige un effort financier de la part des pays en développement, qui doivent investir une partie de leurs économies pour accumuler les réserves nécessaires.

La séance est levée à 11 h 31.